



## **Déclaration liminaire CSAL du 21/11/2023 et FS du 23/11/2023**

Nous sommes réunis aujourd'hui pour un dernier CSAL, suivi de la Formation Spécialisée, avant la fin de l'année 2023. Avant d'aborder les points à l'ordre du jour, Solidaires Finances Publiques souhaite revenir sur quelques situations qui se sont produites dans notre département.

Nous avons noté le grand écart entre la réception du directeur général, venu inaugurer le bâtiment du Novelty fin août, où vous avez fait en sorte que tout soit tout beau, tout propre, et la situation à la même période de deux services, Ile Rousse et Calvi, avec aucun ménage de fait pendant plus de 2 mois... Est-ce que si vous aviez rencontré le même problème à Bastia avant l'arrivée du DG, où si le DG avait voulu visiter les services de l'Ile Rousse et de Calvi, vous n'auriez pas trouvé une solution plus rapide, que de laisser nos agents sortir les poubelles ou faire le nettoyage de leurs propres locaux ? Bizarrement, voyant que la situation mettait plus de temps que prévu à revenir à la normale, il ne vous est pas venu à l'idée de proposer aux agents des services concernés le télétravail exceptionnel tant que l'hygiène minimum de leurs locaux et sanitaires n'était pas garantie par un nettoyage régulier. Il vous a fallu attendre 1 mois et demi, et qu'on vous souffle cette évidence, pour proposer cette solution aux agents.

Autre point que nous désirons aborder en liminaire de ce CSAL : le départ des agents de la DGFIP (détachements vers les collectivités locales, vers le privé, rupture conventionnelle...). Nous avons même récemment entendu que certains maires et présidents de communauté de communes viennent au sein de nos services faire des propositions d'embauche. Rien d'étonnant !

Rien d'étonnant pour plusieurs raisons :

La première c'est la très grande qualité professionnelle des agents de la DGFIP, et en l'occurrence de la DDFIP de Haute-Corse. Les élus le savent eux ! Professionnalisme, sens du service public, rigueur, probité... voilà ce qui caractérise les 250 agents qui travaillent à la DDFIP de Haute-Corse. Or, la direction locale et certains chefs de service ne sont nullement conscients de cette réalité, imposant un management violent insupportable. Les agents quittant ou souhaitant quitter la DGFIP sont chaque jour plus nombreux.

Mme la Directrice, Solidaires vous le dit clairement et calmement aujourd'hui, cette situation est inacceptable !

Une autre cause de ces départs : la faiblesse de la rémunération, le gel du point d'indice pendant des années, la baisse du pouvoir d'achat, des recrutements d'agents C avec un traitement de départ au niveau du SMIC.... Il faut que ça change et c'est ce que demandent les agents qui ont massivement signé la pétition intersyndicale dans le cadre des négociations en cours entre les organisations syndicales et la DG. Il faut des hausses de la rémunération indiciaire et indemnitaire, une augmentation des promotions et pas de primes par service comme ce qui s'est passé récemment à la suite de la campagne GMBI, dans le droit fil de la prime de continuité d'activité du COVID, primes dont certains ont pu bénéficier (tant mieux pour eux) mais pas la majorité des agents de la DGFIP alors qu'ils sont tout autant méritants. Ce type de management ne fait que générer du ressentiment entre collègues et services, de la frustration, ce qui mine l'esprit d'équipe et l'entraide, sans lesquels tout collectif de travail court à sa perte.

Vous allez répondre que s'agissant de la rémunération, vous n'êtes en rien responsable mais faites remonter que nous en avons assez ! Qu'il faut que ça change ! Il y a bien deux domaines pour lesquels vous êtes décisionnaire : c'est la vitesse et la façon dont les réorganisations se sont faites dans notre département, et votre conception du management qui rejaillit sur l'ensemble des équipes.

Malgré nos alertes incessantes, les conditions de travail des agents dans les services continuent de se dégrader et la qualité du service public rendu aux citoyens de diminuer.

Les objectifs que vous imposez de réaliser dans des délais contraints : nombre de poursuites envoyées, taux de recouvrement, nombre de liste d'anomalies à traiter, nombre de dossiers à rendre, nombre d'actes à enregistrer, nombre de déclarations à saisir, délai de paiement à réduire...

Ces objectifs n'ont d'intérêt que pour les directeurs successifs pour leurs futures promotions. Les agents des finances n'ont nul besoin qu'on leur rappelle quotidiennement qu'il faut se dépêcher sinon l'objectif fixé par vos soins ne sera pas atteint !

Ce n'est pas de ça dont les agents ont besoin pour mener à bien leurs missions et rendre un service public de qualité. Car il est là l'objectif principal pour nous agents et c'est ce pourquoi nous avons choisi d'entrer dans l'administration.

Ce ne sont pas de tableaux statistiques dont ont besoin les agents, mais bien d'une meilleure rémunération, de renforts avec des emplois non précaires, de la reconnaissance et de la considération.

Il faut un management réhumanisé fondé sur un pilotage, une fixation et un suivi des objectifs de façon intelligente , et surtout et avant tout, soutien et appui technique et prise de décision claire pour trancher les problèmes métier, et fixation des priorités claires aux agents.

« Le faites au mieux », ou « faites le maximum pour tout traiter », et si possible le plus vite, en sachant pertinemment que cela est humainement et matériellement impossible est parfaitement irresponsable et inacceptable.

Le découragement, la perte de motivation, les maladies, les burn-out se sont multipliées !

Maintenant, il faut que ça cesse !

Nous attendons un changement de cap et nous espérons que vous saurez saisir la balle au bond pour répondre à l'ensemble de nos interrogations et interpellations, balle de baby foot qui a été refusé aux agents de la DDFIP de Haute-Corse dans le cadre de l'enveloppe amélioration des conditions de travail. Pourtant on en trouve des baby-foots dans d'autres centres des finances publiques.

Les représentants Solidaires Finances Publiques



Baby-foot installé dans l'espace de convivialité du centre des finances publiques d'Aix en Provence.